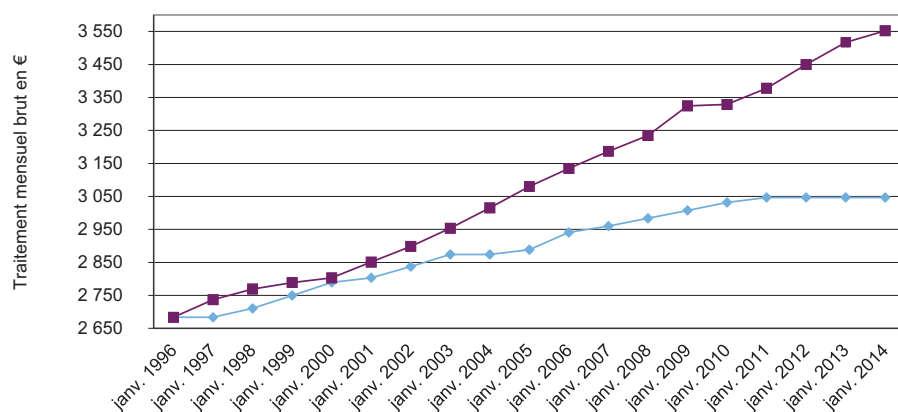


Perspectives financières



Loïc VATIN

Académie de Créteil



Cette année encore, nous vous proposons d'étudier l'évolution de notre pouvoir d'achat avec, pour commencer, l'exemple du certifié au 11^e échelon (indice 658). Pour ce faire, nous comparons le pouvoir d'achat de ce fonctionnaire en janvier 1996 avec celui de son homologue en janvier 2014 (salaire de décembre 2013). Les variations révélées par cet exemple sont bien sûr valables pour les autres échelons, et les autres corps de professeurs.

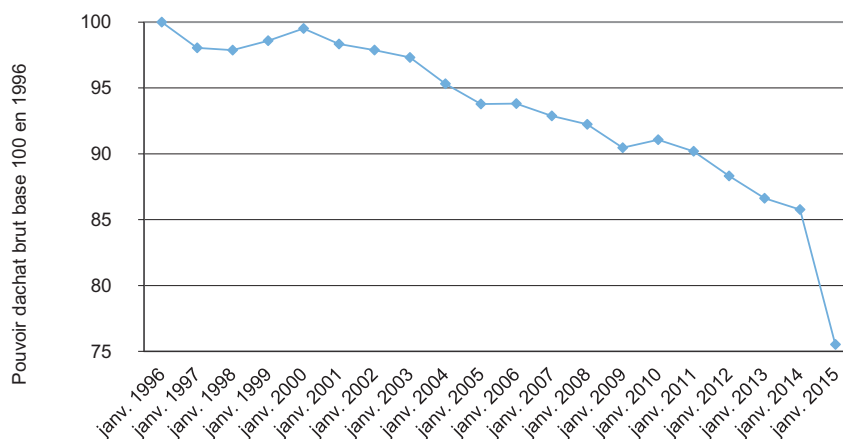
La méthode est très simple : nous avons reconstitué sur le graphique ci-dessous l'évolution réelle du traitement brut du certifié à l'échelon 11 (*courbe du bas*) et l'évolution qu'aurait eue ce même traitement si celui-ci avait suivi l'inflation (*source INSEE, courbe du haut*).

Le constat s'impose, plus cruel chaque année. Pour avoir le même pouvoir d'achat que son homologue de 1996, le certifié de l'an 2013 devrait gagner **6 000 € (brut) de plus par an !** Cela représente une perte de presque 19 %. Pour les professeurs, **le déclassément est une réalité sensible.**

Le gel du point d'indice, les hausses de la CSG, de la cotisation pour pension, des divers taux de TVA creusent encore les pertes. Et il ne faut plus compter sur les HSA, de nouvelle fiscalisées, pour espérer compenser significativement ce manque à gagner. Quant à l'immobilier, bien que la hausse en soit stoppée, aucune baisse significative ne semble en passe de permettre l'accès à la propriété de nos jeunes collègues.

Comment dès lors s'étonner que les concours de professeurs n'attirent plus ? Il faut vraiment que nos jeunes collègues aient la vocation chevillée au corps pour s'engager dans une carrière qui, pour être difficile, voire dangereuse psychologiquement, et même parfois physiquement, n'en est pas plus rémunératrice.

Où notre ministre trouve-t-il les dizaines de milliers de professeurs qu'il prétend recruter ? Et jusqu'à quel niveau est-il prêt à abaisser les concours pour atteindre ses objectifs quantitatifs ? Rappelons que pour la session extraordinaire 2013 du concours de Professeur des écoles, la barre



**Ce graphique se passe de commentaire.
Et encore ne prend-il pas en compte l'inflation 2014, qui devrait être d'au moins 1 %.**

d'admissibilité aurait été, selon la Presse (*L'Express*, 20/07/2013), de 4/20 à Créteil, 5/20 à Paris, 4,5/20 à Versailles, et 7/20 à Strasbourg...

Les statistiques mondiales prouvent pourtant que les pays qui ont les meilleurs résultats scolaires sont aussi ceux qui rémunèrent le mieux leurs professeurs. Tous les beaux discours n'y feront rien : l'institution ne pourra attirer et conserver les meilleurs qu'à la condition de leur offrir des conditions de travail et de rémunération à la hauteur de leurs attentes. Recruter à bas prix, avec des exigences en baisse permanente, n'aura pour résultat que d'enfoncer un peu plus le niveau général déjà bien bas de notre École.

Le cas qui suit, de nos collègues de classes préparatoires, illustre ce déclassément, et préfigure les difficultés que l'Éducation nationale risque de bientôt avoir pour maintenir le niveau d'exigence académique souhaité par les Grandes Écoles.

Voici l'évolution du pouvoir d'achat (brut), depuis 1996, d'un professeur de Chaire Supérieure au dernier échelon, enseignant en deuxième année dans une classe de plus de 35 élèves. En simulant l'effet de la réforme *Peillon*, si elle était appliquée, en sa dernière version connue, pour 2015...

La France ou l'Enfer des professeurs

Pour certains (y compris à l'intérieur de notre institution), les professeurs seraient des privilégiés et leurs élèves de pauvres petits êtres brimés par un système autoritaire qui ne connaîtrait que la sanction et le méchant redoublement, et qui les rendrait de fait incompris et malheureux. À l'heure où l'on se gargarise de comparaisons internationales, peut-être faudrait-il regarder la réalité en face : les élèves français sont globalement contents d'être à l'école, et leurs professeurs sont malmenés en cours et mal payés. La preuve par les chiffres⁽¹⁾.



Jean-Rémi GIRARD

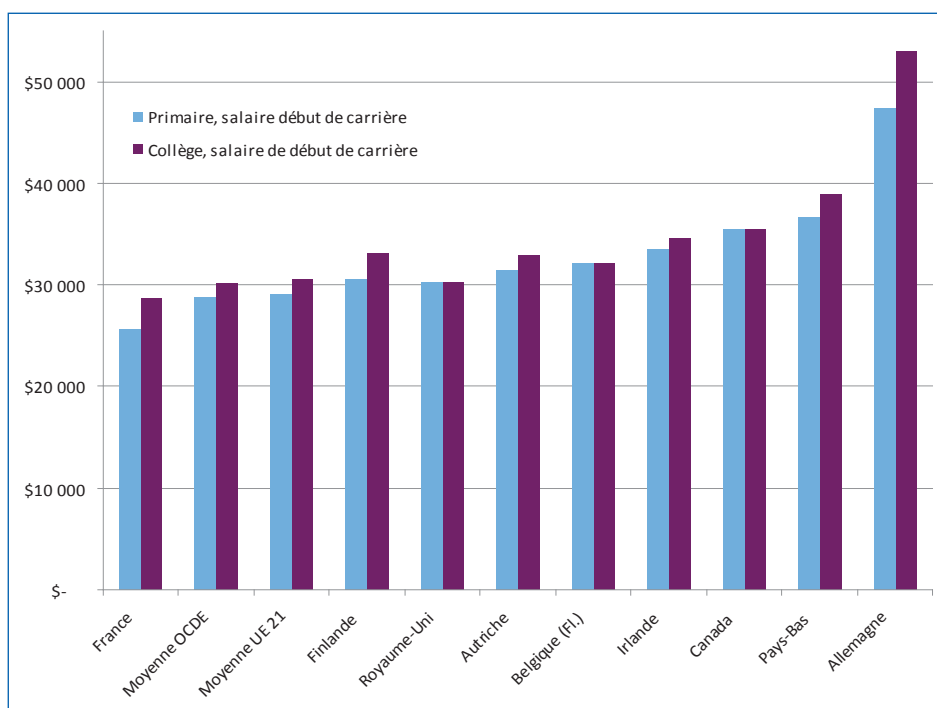
Secrétaire national à la pédagogie

Les salaires de la honte

Alors que le recrutement des professeurs se fait désormais à Bac + 5 (sans oublier qu'ils doivent passer un concours en sus de leur diplôme !), le

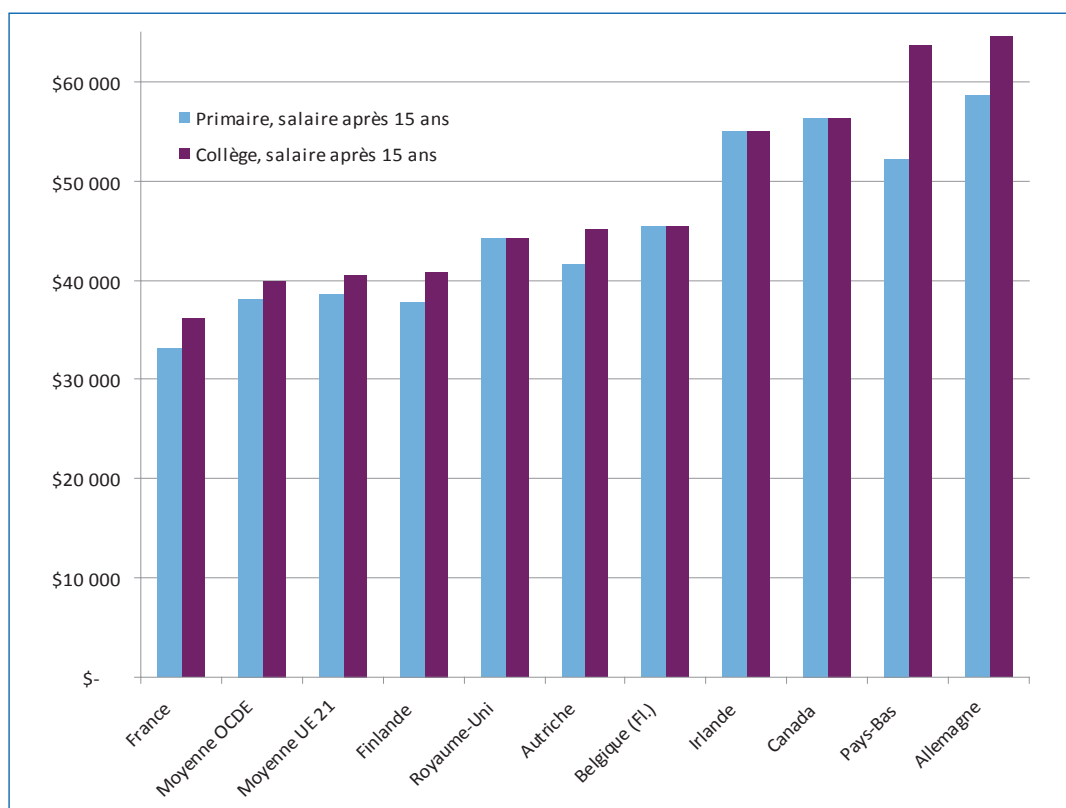
salairé, lui, traîne la patte. Et si l'on regarde ce qui se passe chez nos voisins, le constat est pire encore. Au primaire comme au collège, la France se situe en-dessous de la moyenne

des pays de l'OCDE, encore plus en-dessous de la moyenne des pays de l'Union Européenne, et la comparaison avec des pays comme l'Irlande, le Canada ou encore l'Allemagne (tous mieux classés que nous dans les enquêtes PISA) est sans appel. **La prolétarianisation du professorat est un véritable phénomène national, et il ne faut pas aller chercher plus avant des raisons pour expliquer que le métier n'attire plus.** Ainsi, un professeur des écoles en début de carrière est rémunéré moins de 26 000 dollars par an chez nous, et plus de 47 000 dollars en Allemagne. De même, un professeur de collège en France (certifiés et agrégés confondus) reçoit à peine plus de 36 000 dollars annuels après 15 ans de carrière, contre plus de 63 000 dollars aux Pays-Bas⁽²⁾. Autant dire qu'il y a un gouffre entre nous et nos voisins, et que les discours, de quelque bord politique qu'ils viennent, faisant de l'École une priorité nationale sonnent bien creux dans notre hexagone.



(1) Article réalisé avec l'aide de l'excellent site « La Vie moderne » : <http://www.laviemoderne.net/>

(2) Source : *Regards sur l'éducation 2013*, table D3.1. Teachers' statutory salaries at different points in their careers (2011).



Les élèves malheureux ? Faux !

Autre poncif ressassé jusqu'à l'infini : les élèves français seraient plus malheureux à l'école que leurs homologues d'autres pays. Les plus sérieux des détracteurs de notre système scolaire s'appuient sur un unique chiffre de l'enquête PISA : les élèves français seraient 47 % seulement à se sentir chez eux à l'école, contre 81,3 % dans l'ensemble de l'OCDE. Pourtant, à y regarder de plus près, 81 % des élèves disent se sentir bien à l'école en France (OCDE : 79,8 %), 80,4 % affirment que tout se passe très bien dans leur école (OCDE : 61,1 %) et 81,5 % sont satisfaits de leur école (OCDE : 78,2 %).

En réalité, les élèves français sont tout à fait dans la moyenne des autres pays concernant le bien-être des élèves, et même au-dessus. La seule fausse note reprise par tous est en réalité... une erreur de traduction ! En effet, alors que l'on demande aux élèves non francophones si l'école est un endroit où ils se sentent « bien », on demande aux francophones s'ils s'y sentent « chez eux ». Il est soudain beaucoup plus facile d'expliquer le différentiel, vu qu'on n'a pas posé la

même question (et que l'on peut aisément se sentir bien quelque part sans s'y sentir chez soi).

Ainsi, les élèves français ne sont ni brimés, ni traumatisés par les notes : en fait, ils vont même plutôt bien, merci pour eux !

Les professeurs respectés ? Non !

Ceux qui ne vont pas bien, ce sont leurs enseignants. La France est classée parmi les pires pays de PISA concernant le « climat de discipline » en classe (nous sommes 58^e sur 64 pays !). Un élève français sur 2 estime que les élèves ne peuvent pas bien travailler en classe, contre 24,2 % dans les dix pays les mieux classés à PISA. Seuls 18 % des élèves des pays les mieux classés trouvent qu'il y a du bruit et du désordre, contre plus de 30 % des élèves français ! Et tous les indicateurs amènent à la même conclusion : il y a davantage de bavardages, de bazar, de chahut, de bruit de fond dans les classes en France, et l'autorité du professeur y est nettement moins respectée qu'ailleurs. **Il est même facile de constater qu'il y a une indéniable corrélation**

entre climat scolaire apaisé et performances scolaires des élèves (on s'en serait douté, remarquez...).

Une conclusion imparable

À l'arrivée, le constat est de l'ordre de l'évidence : un système scolaire dans lequel les professeurs sont sous-payés et non respectés est un système scolaire qui fonctionne moins bien. **Le bien-être des élèves n'est pas un problème en France : c'est de celui des professeurs et des autres personnels qu'il conviendrait de se préoccuper, car c'est ce facteur qui est déterminant pour obtenir une école de qualité.**

À l'heure donc où d'aucuns demandent la suppression de la notation (« traumatisante »), la diminution drastique des conseils de discipline (« stigmatisants ») ou bien encore la mise au même niveau de la parole de l'élève et de celle du maître (« démocratique »), PISA nous apprend en réalité que ce n'est pas la voie à suivre. **Nous voulons une école qui fasse réussir tous les élèves ? Alors il n'existe qu'une seule recette : mieux payer les personnels, et faire respecter leur autorité. C'est ce qu'a toujours dit le SNALC. Peut-être faudrait-il enfin nous entendre.** ■